

## Pascal Boniface: XXe anniversaire des Accords d'Oslo

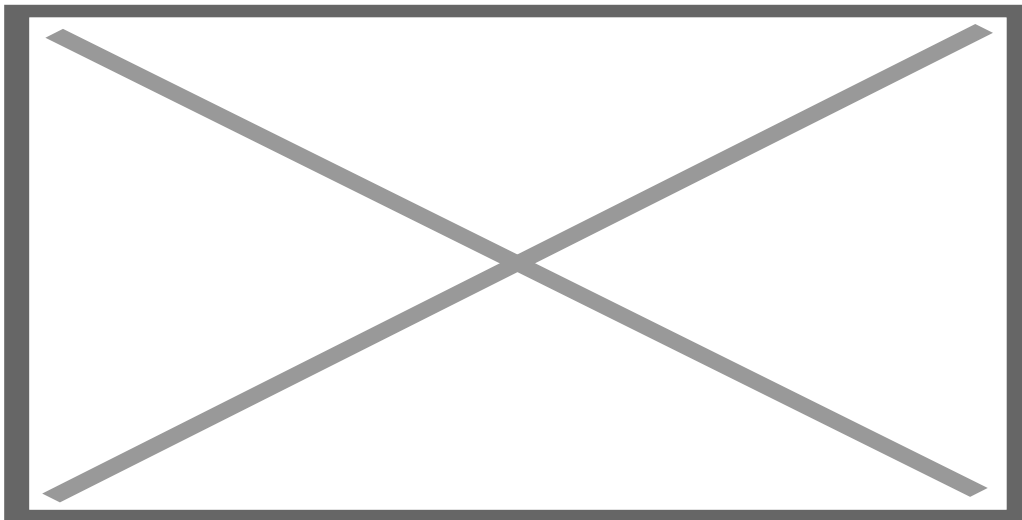
### Description

*Le treize septembre 2013 marque les 20 ans du processus d'Oslo. Il nous a semblé que cela devrait être l'occasion d'une véritable réflexion politique non seulement sur le bilan de ces vingt longues années, mais aussi sur les différentes perspectives d'avenir que l'échec des promesses de ce processus ouvre pour la région.*

*Nous avons demandé à plusieurs personnalités de contribuer par leur analyse à ce petit [brainstorming](#).*

*L'Agence Média Palestine, en partenariat avec l'Alternative Information Center, publiera ces tribunes durant ce mois, sur l'espace club de Mediapart.*

â??â??â??â??â??â??â??â??â??â??



<http://blogs.mediapart.fr/edition/accords-doslo-20-ans-apres/article/190913/pascal-boniface-xxe-anniversaire-des-accords-d-oslo>

**Par Pascal Boniface, directeur de l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS) et enseignant à l'Institut d'Etudes européennes de l'Université de Paris 8.**

La signature des Accords d'Oslo fut un formidable moment d'euphorie collective. La paix tant attendue entre Israéliens et Palestiniens semblait enfin possible. Elle paraissait même irrévocable.

Aujourd'hui, malgré la reprise des négociations les perspectives d'un accord semblent très lointaines, voire irréalisables. On peut même se demander si la solution des deux États est encore possible matériellement du fait de l'émiettement des Territoires palestiniens et de la poursuite de

la colonisation israélienne. Il y avait en 1993 250 000 colons israéliens sur les territoires palestiniens, ils sont aujourd'hui 500 000. Les plus pessimistes ou les plus réalistes concluent que le gouvernement israélien négocie dans la seule perspective de gagner du temps, de jouer sur la situation du fait accompli et de faire baisser une pression pourtant déjà minime de la communauté internationale.

D'ailleurs, aucun accord de paix acceptable par les Palestiniens ne le serait par l'extrême droite dont dépend le gouvernement Netanyahu. Il faudrait une recombinaison complète du paysage politique israélien pour parvenir à une véritable paix. Or les élections de janvier 2013 ont encore marqué une poussée à droite et la montée en puissance du poids des colons dans la vie politique israélienne.

Le terrorisme a pour une fois payé. Généralement, il frappe les opinions mais ne fait pas avancer la cause qu'il prétend servir, bien au contraire. Celui qui a assassiné Yitzhak Rabin en 1995 a atteint son objectif : faire dérailler le processus de paix.

Pourquoi la paix était envisageable à l'époque et ne l'est plus aujourd'hui ? Les sondages montrent de façon paradoxale qu'en 1993 une majorité des Israéliens refusait la perspective d'un État palestinien, alors que la majorité des Palestiniens s'opposait à la reconnaissance d'Israël. Ce n'est plus le cas aujourd'hui, sur le principe du moins. Mais il n'y a plus un leadership capable de conduire le peuple vers cette direction. Les Palestiniens sont profondément divisés entre l'Autorité palestinienne et le Hamas, initialement soutenu par les Israéliens et les Américains, pour contrer le Fatah, mais avec lequel ils ne veulent plus officiellement avoir de contacts aujourd'hui. Mais c'est du côté israélien que vient le blocage principal. Pour parvenir à une paix véritable, c'est l'occupant qui doit faire des concessions, pas l'occupé.

À l'époque, Arafat et Rabin ont fait preuve de réalisme et de leadership. Il en fallait pour qu'Arafat annonce que la charte de l'OLP était caduque et accepte de ne créer un État palestinien que sur 22 % de la Palestine mandataire, reconnaissant les gains territoriaux d'Israël de la guerre de 1948. Il en fallait à Rabin pour aller contre-courant de son opinion et de parler à celui qui était depuis toujours présenté comme terroriste en Israël. Mais si Rabin s'est lancé dans cette direction ce n'est pas par mansuétude à l'égard des Palestiniens. C'est qu'il avait compris qu'il en allait de l'intérêt national d'Israël, notamment parce qu'il risquait en cas contraire d'avoir de grandes divergences avec les Américains. George Bush père avait menacé en 1992 le gouvernement d'Yitzhak Shamir de ne plus garantir les États à Israël si ce dernier poursuivait la colonisation. Les électeurs israéliens avaient eu peur d'un échange américain et Shamir avait perdu les élections. En poussant à une négociation avec les Palestiniens, Bush père honorait un engagement qu'il avait pris à l'égard des pays arabes lorsque Saddam Hussein avait envahi le Koweït en août 90. Afin que la guerre contre l'Irak ne soit pas présentée comme une guerre occidentale contre un pays arabes, il avait demandé le soutien et la participation des pays arabes. Ces derniers lui avaient retourné qu'il leur était difficile de s'engager contre l'Irak même s'ils n'avaient pas de sympathie pour Saddam, même s'il y avait une grave violation du droit international, alors que le conflit israélo-palestinien restait sans solution. George Bush leur avait répondu que

---

l'urgence était de s'occuper de Saddam et qu'ensuite les États-Unis seraient pour obtenir un règlement définitif de la question palestinienne.

Il sera battu aux élections de 1992 mettant sa défaite sur le compte de l'affrontement qu'il avait eu avec Israël.

Bien d'autres raisons (notamment la situation économique) expliquent sa défaite, mais cela est devenu une croyance collective dans l'esprit des Américains qui a tenté jusqu'à influencer Obama.

Aujourd'hui, il n'y a plus de pressions de la part des États-Unis sur le gouvernement israélien. Celui-ci a un sentiment d'impunité qui le conduit à ne faire aucune concession. C'est la différence entre la situation actuelle et celle de 1993.

A court terme, Israël ne risque rien. Il n'y a plus d'attentats. On ne parle plus des Palestiniens, il n'y a aucune sanction internationale de cette violation flagrante du droit international et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. A long terme, c'est une véritable bombe retardement pour la région et le monde.

**Par Pascal Boniface le 28 août 2013**

à??à??à??à??à??-

*Pour poursuivre la réflexion l'Agence Média Palestine et l'Alternative Information Center recommandent le film « un État commun » de Eyal Sivan*

*Un dispositif remarquable qui met en place des conversations potentielles entre des interlocuteurs palestiniens et israéliens passionnants . Une brassée d'idées nouvelles et de visions originales sur les conditions d'une coexistence.*

*Prochainement en salles a Paris ( Projection presse à l'Espace Saint-Michel le Mardi 24 Septembre à 10h30) et en régions voir calendrier ci dessous :*

<http://www.zeugmafilms.fr/etatcommun.html>

**date créée**

2013/09/19